



# Déclaration de l'Alliance du Trèfle Comité technique ministériel du 4 octobre 2018

04/10/18

Monsieur le Président,

La déclaration de l'Alliance du Trèfle sera cette fois particulièrement pessimiste car depuis trop longtemps les problèmes ne sont pas traités à la racine et l'administration se contente de coller des rustines.

En cette période d'incertitude et de changements, l'Alliance du Trèfle est particulièrement inquiète pour la santé des personnels du ministère. En effet, si le bilan du programme national de prévention, présenté ce jour, montre l'intérêt de disposer d'un tel plan et de personnels formés à la prévention des risques psychosociaux, il n'en demeure pas moins que la souffrance au travail de nombreux collègues ne cesse de croître.

Or, c'est essentiellement l'incertitude sur l'avenir et le manque de moyens pour assurer les missions de service public qui affectent le plus profondément ces personnels. Pour l'Alliance du Trèfle, la première des préventions consiste à redonner du sens au travail en valorisant les personnels et leurs missions. Il faut aussi leur donner les moyens d'assurer correctement ces missions. Malheureusement, les perspectives à venir liées au programme Action Publique 2022 n'augurent pas d'évolutions favorables.

Le projet de Loi de finances 2019 présenté par le ministre le 24 septembre dernier laisse déjà entrevoir les difficultés à venir dans de nombreuses structures.

Comment ne pas s'inquiéter alors que, pour la première fois depuis plusieurs années, les effectifs pour l'enseignement agricole, qui constitue la priorité du ministre, vont baisser.

Il en va de même dans le secteur sanitaire alors que le rapport CAP 2022 et l'attente sociétale prônent un renforcement des contrôles, il n'est prévu dans le PLF 2019 qu'une augmentation de 40 postes pour les contrôles liés au Brexit, augmentation bien inférieure aux demandes des services concernés.

Des associations de protection animale ont été reçues à l'Elysée où elles se sont vu promettre un renforcement des contrôles de protection animale à l'abattoir (une cinquantaine d'ETP). Ces postes n'apparaissent pas dans le PLF 2019 et nous nous demandons si des redéploiements sont envisagés ou si au contraire, il n'y aura pas de renforcement possible de ces contrôles. Nous souhaitons également savoir où en est le dossier concernant la redevance.

L'arrivée prochaine de la peste porcine africaine, en France, quasi certaine dans la faune sauvage, vu le nombre de sangliers atteints dans la zone frontalière belge fait ressortir les manques d'effectifs criants tant en administration centrale qu'en services déconcentrés.



La diminution concerne aussi des opérateurs (FranceAgriMer, INAO, ONF, IFCE, ANSES...). La baisse de 226 personnes annoncée à l'ONF, sur fond de messages alarmants sur sa situation financière, nous inquiète au plus haut point quant à l'avenir de cet établissement. Les inquiétudes et pressions quotidiennes que subissent les personnels risquent de conduire à des conséquences graves si la situation perdure ainsi.

Pour l'économie agricole, même si un renforcement des effectifs à l'ASP est annoncé, l'incertitude demeure quant aux modalités pratiques du pilotage par l'ASP des agents dans les SEA, où la diminution drastique des effectifs de contractuels va de nouveau entraîner des surcharges de travail et des retards.

En ce qui concerne les abattoirs, l'Alliance du Trèfle souhaite attirer l'attention du ministère sur les conditions de travail de plus en plus difficiles que vivent les équipes. Ces postes, éloignés géographiquement de ceux de la DD(CS)PP, sont le plus souvent en horaires décalés, dans un environnement bruyant, froid et humide, et loin d'être attractifs.

Ces dernières années, les conditions ont évolué et ce ressenti s'est encore dégradé. Depuis la diffusion des vidéos d'associations dites de protection animale et l'emballement médiatique consécutif, ces agents partagent et vivent au quotidien le malaise des professionnels accusés d'être des « assassins », alors qu'ils sont eux-mêmes sensibles à éviter toute souffrance animale inutile. De plus, la dérive violente des actions répétées de blocage ou d'invasion d'abattoir créent une réelle insécurité qui génère une tension intolérable.

L'Alliance du Trèfle tient à vous alerter sur un turn-over de plus en plus important :

- dû à l'impossibilité d'employer un préposé sanitaire contractuel plus de deux ans (entraînant le départ forcé d'agents formés),
- mais aussi dû aux démissions de vétérinaires officiels. Les responsabilités prises et les risques encourus sont démesurés pour un emploi, précaire pendant six ans, et une rémunération qui n'évolue quasiment pas en fonction de l'expérience acquise.

Le manque de reconnaissance morale et financière explique en partie la difficulté grandissante du recrutement en abattoir. Le sous-effectif chronique et l'arrivée de nouveaux contractuels qui doivent être formés entraîne une charge de travail inacceptable pour les équipes en place. Ce turn-over ne permet pas non plus d'asseoir la légitimité des équipes d'inspection et de leurs injonctions face à des professionnels qui assistent à ces difficultés de recrutement.

Actuellement sans un changement radical, l'État va être confronté à un recrutement impossible et des arrêts maladie de plus en plus nombreux. Afin d'éviter une crise grave, l'Alliance du Trèfle demande dès à présent des mesures concrètes : revalorisation de la cotation des postes, postes à temps complet, contrats longs et CDI, reconnaissance de l'expérience, formation initiale avant prise de poste, intégration de l'équipe d'inspection dans les décisions et révision complète du complément fonctionnel de rémunération.

A l'occasion de ce CTM, nous souhaitons également vous alerter sur l'existence de graves atteintes au droit d'exercer une activité syndicale au sein du ministère et des établissements. Des pressions ont été exercées sur des personnels pour qu'ils ne se présentent pas sur des listes électorales. Nous avons également connaissance de discriminations exercées vis-à-vis de personnels syndicalement engagés. Aussi, nous espérons une réaction du ministère à la hauteur de la gravité des faits signalés.

**Sur ces deux derniers points, nous attendons des réponses concrètes aux questions diverses posées.**